



ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

JOSÉ MENDES BOTA

Deputado à Assembleia da República em representação da Região do Algarve

Palácio de S. Bento 1249-068 Lisboa

Telef: 213 917 282 Mail: mendesbota@psd.parlamento.pt

RELATÓRIO Nº 99

Lisboa, 21/06/2014

ÂMBITO: ASSEMBLEIA PARLAMENTAR DO CONSELHO DA EUROPA (APCE)

LOCAL: RABAT

PARTIDA: 17 de Junho de 2014

REGRESSO: 19 de Junho de 2014

OBJECTIVO: Duas conferências sobre questões da igualdade e violência de género organizadas pelo Centro Norte-Sul do Conselho da Europa e pelo Governo de Marrocos (APCE)

(COM GALERIA DE FOTOS)

No dia 17 de Junho de 2014, participei na 3ème Conférence Internationale du Processus Nord-Sud pour le Renforcement du Rôle des Femmes, tendo presidido e moderado a 3ª sessão, subordinada ao tema “Partis politiques pour la parité”, tendo feito as intervenções inerentes à função, e **feito a intervenção** de encerramento.

Neste meu discurso final, tive ocasião de defender um papel mais activo dos partidos políticos na promoção das mulheres para lugares de decisão e de eleição, designadamente através de acções concretas:

- compromissos políticos para uma maior igualdade de oportunidades e de acesso a cargos electivos e de decisão;
- criação de estruturas internas de defesa dos direitos e interesses das mulheres;
- incluir mulheres na composição das comissões de selecção de candidatos, com processos mais transparentes;
- estabelecimento de quotas internas para a representação das mulheres, e de quotas no sistema eleitoral dos Estados, quer ao nível nacional, quer ao nível dos municípios;
- adopção do sistema de voto preferencial nos sistemas eleitorais;
- promover acções de formação política das mulheres, designadamente, na sua capacidade de lidar com os media;
- incluir nos sistemas de incentivos aos partidos que mais actuem por uma maior igualdade de género nas suas listas de candidatura, a atribuição de tempos adicionais de propaganda eleitoral na televisão;



ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

- conciliar a vida familiar com a vida política das mulheres

No dia 18 de Junho de 2014, participei na conferência subordinada ao tema “Prévention et lutte contre la violence à l’égard des femmes”, tendo **feito uma intervenção** na sessão de abertura, cujo teor consta do anexo ao presente relatório.

Assembleia da República, 21 de Junho de 2014

José Mendes Bota

ANEXO

**Conférence sur la « Prévention et lutte contre la violence à l’égard des femmes »
Discours de M. Mendes Bota, Rapporteur Général
sur la Violence faite aux Femmes
Rabat, 18 juin 2014, Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération**

Mr le Président de la délégation parlementaire marocaine auprès de l’APCE, M. Mohamed Yatim,

Mme. La Représentante de la Ministre de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement, Mme. Hanane Ennadir,

Mr. Emmanuel Baron, modérateur de cette session,

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations non-gouvernementales,

Mesdames et Messieurs,

L’entrée en vigueur de la Convention d’Istanbul

Je suis heureux d’être à Rabat aujourd’hui pour participer à cet événement sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes.

Je suis d’autant plus heureux que je viens les bras chargés de bonnes nouvelles.

En effet, la Convention d’Istanbul, que je défends depuis maintenant plus de trois ans, entrera en vigueur le 1^{er} août 2014.

L’Andorre et le Danemark ont rejoint les neuf autres pays que sont l’Albanie, l’Autriche, la Bosnie-Herzégovine, l’Espagne, l’Italie, le Monténégro, le Portugal, la Serbie et la Turquie, pour à leur tour ratifier cet instrument novateur et maintenant bien connu de tous les défenseurs des droits des femmes.



ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

L'élaboration, l'adoption, la signature, la ratification et l'entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul sont le résultat d'un effort collectif qui a mobilisé les ressources et l'énergie de tous les acteurs impliqués dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Le Conseil de l'Europe et ses différents organes et structures.

Les autorités nationales, d'autres organisations internationales, dont le Nations Unies, les ONGs, la société civile.

Et, bien sûr, les parlements nationaux.

Toutes ces institutions, et les personnes qui les animent, ont été convaincues de la capacité de cette Convention à apporter une réponse effective à la détresse des victimes de la violence.

Avant même son entrée en vigueur, la Convention d'Istanbul est devenue l'instrument de référence dans ce domaine, dans nos Etats membres mais également sur la scène internationale.

La Convention d'Istanbul a, dès son adoption, contribué à une prise de conscience sans précédent du caractère inacceptable de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique.

La Convention d'Istanbul est une convention pionnière à plusieurs égards.

- 1. Elle reconnaît la violence à l'égard des femmes comme une violation des droits humains et une forme de discrimination.*
- 2. Elle demande aux Etats d'ériger en infractions pénales les mutilations génitales féminines, le mariage forcé, l'avortement et la stérilisation forcés.*
- 3. Elle place les victimes au centre des préoccupations.*
- 4. Elle consacre les 4 Ps, de prévention, protection, persécution et politiques (intégrées) ;*
- 5. Elle protège toutes victimes de la violence domestique, inclus les hommes, les enfants, les personnes âgées ;*
- 6. Elle couvre toutes les formes de violence à l'égard des femmes ;*
- 7. Elle protège d'une façon spéciale les enfants témoins de crimes de violence domestique ;*



ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

8. *Elle interdit toute invocation de la culture, tradition ou dite « honneur », comme justification des crimes de genre ;*
9. *Elle prête une importance spéciale aux circonstances aggravantes ;*
10. *Elle reconnaît le rôle crucial des ONG's et des agences gouvernementales ;*
11. *Elle donne pour la première fois au monde, un rôle aux parlements nationaux et à l'APCE elle-même, dans le monitoring de l'application de la Convention ;*

Et tant d'autres avancées qui en font une norme d'excellence, complétant les normes juridiques existantes et élargissant le cadre international en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

Le Maroc et la Convention d'Istanbul

Espérons que l'annonce récente de l'entrée en force de la Convention d'Istanbul en août prochain encouragera d'autres pays à rejoindre le premier cercle.

Et notamment le Maroc.

En 1993, le pays ratifiait la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Ceci marquait une volonté politique de combattre la discrimination à l'égard des femmes qui s'est affirmée par la suite.

Le Maroc a connu ces dernières années des avancées politiques, juridiques et sociales, notamment dans le cadre de la réforme du code de la famille, la réforme du Code du travail, la réforme du Code des Libertés Publiques et le Code de la Nationalité.

Le Maroc, par la voix de Mme la Ministre Bassima Hakkaoui, a affirmé à maintes reprises que la lutte contre les violences faisait partie de ses priorités.

Après l'entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul, tout Etat non membre du Conseil de l'Europe pourra être invité à y adhérer.

Je renouvelle donc mon invitation et j'espère sincèrement que lors de ma prochaine visite, le Maroc aura adhéré à la Convention d'Istanbul.

Un pas de plus vers la réalisation de notre objectif commun : garantir à chaque femme le droit de vivre à l'abri de la violence.

Conclusion

Mesdames et Messieurs,



ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

Pour ce qui est de l'Assemblée parlementaire et de mon rôle en tant que Rapporteur général à l'égard des violences faites aux femmes, le combat ne s'arrête pas là.

Il s'agira de veiller la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul. Au côté du groupe d'experts GREVIO, l'Assemblée parlementaire jouera un rôle essentiel et novateur. Pour la première fois, les parlements nationaux et l'Assemblée parlementaire se voient reconnaître une responsabilité dans le suivi d'une convention du Conseil de l'Europe.

Et il s'agira bien entendu de convaincre d'autres pays à nous rejoindre dans cette aventure.

Encore une fois, je suis heureux d'être à Rabat aujourd'hui.

Et j'espère que nous aurons très prochainement d'autres bonnes nouvelles à célébrer.

Merci beaucoup

GALERIA DE FOTOS





ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

